

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 19 juillet 2019
(Convocation du 12 juillet 2019)

Aujourd'hui, le dix-neuf juillet deux mille dix-neuf à 14 heures, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Céline SALLES
Messieurs Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Christophe TERRAIN

Etaient excusés et ont donné procuration :

Monsieur Yves LAHOUN

Etaient excusés :

Madame Laurence ANCIEN
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Xavier LAGRAVE, Bernard SOUDAR et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Convention / Risques fluviaux - Convention d'indemnisation du fait de la construction d'un ouvrage de protection sur la commune de Tasque

Exposé des motifs :

Il est rappelé que l'opération de reconquête de l'espace de mobilité de l'Adour entre Aurensan (65) et Barcelonne-du-Gers (32) a fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général par arrêté préfectoral en date du 29 octobre 2012.

Cette action a permis de restaurer un fonctionnement plus naturel du fleuve en recréant la capacité de mobilité et d'expansion du cours de l'Adour.

A cet effet il a été procédé d'une part, à de nombreuses acquisitions de terres soumises à érosion naturelle et inondations répétées et d'autre part, à la réalisation de travaux de protection.

A ce titre, la construction d'un tertre de protection contre les inondations d'Izotges a été réalisée sur la commune de Tasque au mois de novembre 2013. Il se trouve que depuis la mise en place du tertre de protection, il a été constaté à plusieurs reprises une submersion des parcelles cultivées à l'amont des ouvrages. De ce fait, par le passé, l'Institution Adour a dû indemniser à plusieurs fois des pertes de récoltes.

Par courrier en date du 26 novembre 2018, Monsieur Patrice SAINT-CRIC a sollicité l'EPTB pour des dégâts subis lors de la crue du 13 juin 2018 sur 14 hectares de culture en maïs. Il se trouve que ces parcelles sont particulièrement surexposées à la submersion dûe à l'ouvrage juste en aval et qu'elles ont déjà fait l'objet d'indemnisations par le passé.

Après constat il s'avère que le taux d'impact sur ces parcelles est inférieur à 20% et qu'en fonction du préjudice économique de l'exploitation en lien avec la superficie, de la nature des cultures et du préjudice financier calculé en application des barèmes en vigueur, l'indemnité peut être évaluée à hauteur de 5 870 €.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



La responsabilité du fait de l'ouvrage dans la sur-submersion étant
procéder à l'indemnisation du sinistre selon le calcul joint en annexe.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- D'approuver les termes de la convention entre l'Institution Adour et Monsieur Patrice SAINT-CRIC dans les conditions décrites ci-dessus
- D'autoriser le Président à signer tous documents nécessaires à l'exécution de cette convention, les crédits nécessaires étant inscrits au budget 2019

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 19 juillet 2019 à Mont-de-Marsan,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 22/07/2019

Reçu en préfecture le 22/07/2019

ID : 040-254002264-20190719-CS55_2019-DE



CONVENTION ENTRE

M SAINT-CRIC Patrice demeurant à Tieste-Uragnoux,

Et,

**L'INSTITUTION ADOUR
Représentée par son Président**

**Objet : Indemnisation de préjudice agricole dans le cadre d'un
chantier**

Considérant,

- l'opération reconquête de l'espace de mobilité de l'Adour entre Aurensan (65) et Barcelonne-du-Gers (32) déclarée d'intérêt général par arrêté préfectoral en date du 29 octobre 2012
- les travaux réalisés au mois de Novembre 2013 sur le territoire de la commune de Tasque
- la crue du 13 juin 2018,
- le courrier de Monsieur Saint-Cric Patrice en date du 26 novembre 2018,

Il est convenu :

Article 1 : L'Institution Adour reconnaît que la mise en place du tertre de protection contre les inondations d'Izotges, a engendré une submersion des parcelles cultivées à l'amont des ouvrages sur une superficie de 14 hectares.

Article 2 : L'Institution reconnaît sa responsabilité dans les dommages causés par cette situation et procèdera à l'indemnisation du préjudice économique de l'exploitant en fonction de la superficie, de la nature des cultures et du préjudice financier calculé en application des barèmes en vigueur soit une indemnisation de 5 870 €. (Cf détail en annexe)

Article 3 : M SAINT-CRIC Patrice exploitant des parcelles concernées accepte la réparation du préjudice sur ces bases et le règlement correspondant par mandat administratif sur présentation d'un Relevé d'Identité Bancaire

Fait à Mont-de-Marsan

Le

M SAINT-CRIC

**Le Président de
l'Institution Adour**



ANNEXE A LA CONVENTION DU

Détail de l'indemnisation de Mr SAINT-CRIC Patrice

Superficie concernée	14 Ha
Rendement moyen à l'hectare	13, 05 T
Prix moyen du maïs	178.5€/T
Taux de préjudice	<u>18 %</u>
TOTAL	= 5 870 €